



COMMUNIQUE DE LA CGT-FAPT

La Poste : après l'annonce du président de La République

Agir plus fort le 23 septembre contre la privatisation et pour un service postal public moderne et rénové

L'annonce par le président de la République de la mise en place d'une commission sur La Poste, composée de parlementaires, d'élus locaux, de personnalités qualifiées, de représentants des organisations syndicales, de La Poste et de l'Etat. La mission de cette commission serait d'examiner « les différentes options pour le développement de l'entreprise et les moyens qu'elles exigent ». Tout cela nous conforte dans l'idée que le gouvernement est tenu à une grande prudence sur ce dossier particulièrement sensible.

C'est aujourd'hui la réponse apportée par l'Elysée au large rassemblement contre la privatisation et à l'exigence d'un vrai débat public pour le service public de La Poste.

En annonçant la création de cette commission, le gouvernement n'annonce pas pour autant son renoncement à la privatisation de La Poste.

Si pour la CGT-FAPT, il est clair que les conclusions ne peuvent être écrites d'avance par le président de la République, la privatisation de La Poste n'est ni amendable ni négociable. Nous voulons des solutions qui permettent de maintenir, améliorer, moderniser le service postal de La Poste. C'est ce dont elle sera porteuse dans cette commission.

Pour la CGT-FAPT le débat public ne peut se limiter aux travaux de cette commission. Il doit permettre aux usagers, propriétaires du service public de La Poste, de faire valoir leurs besoins, leurs propositions et leurs avis.

La CGT appelle à poursuivre et à amplifier la mobilisation des postiers, des usagers et des élus au travers de leurs exigences. A cette heure la CGT-FAPT comptabilise 133 588 signatures sur sa pétition nationale « Touche pas à ma Poste ».

L'appel à la mobilisation lancé par le Comité national contre la privatisation et pour un débat public et un référendum sur le service postal public doit, plus que jamais, être relayé au plus près des usagers et des citoyens.

Dans ce contexte, le 23 septembre est plus que jamais une étape importante, chaque gréviste, chaque manifestant va compter.

Montreuil, le 17 septembre 2008 – 13 heures